ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre des Communications, le 21 mars 1988, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant règlement de police de l'Escaut maritime inférieur", a donné le 25 mai 1988 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 21 maart 1988 door de Minister van Verkeerswezen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende politiereglement van de Beneden-Zeeschelde", heeft op 25 mei 1988 het volgend advies gegeven :

DISPOSITIF.

Article 2.

Le 3 serait mieux rédigé comme suit :

"3. bâtiment-citerne de mer : tout bâtiment de mer construit pour le transport en vrac de cargaisons liquides inflammables, de gaz ou de produits chimiques, ou propre à ce transport;".

Au 7, les mots "pour des bâtiments" qui sont inutiles, doivent être omis. De plus, il convient d'écrire "navigable".

Aux 11, 13, 14, 15 et 16, l'arrêté en projet donne la signification de l'abréviation "S.O.L.A.S." et désigne commodément par "Code I.M.D.G.", "I.M.O. Gas Carrier Code", "I.M.O. Bulk Chemical Code" et "I.M.O. Code of Safe Practice for solid bulk cargoes", des ensembles de règles.

Ces abréviations et mots composés sont empruntés à la langue anglaise. Leur emploi ne se justifie que s'ils n'ont pas leur équivalent en français et en néerlandais ou s'ils sont utilisés tels quels dans les textes internationaux rédigés dans ces deux langues.

Cette observation vaut pour tous les articles du projet où ces abréviations et mots composés sont utilisés.

Au surplus, on relève qu'au 13, le mot "Code" figure, dans le texte français, en tête du mot composé anglais, alors qu'aux 14, 15 et 16, il figure, tant dans le texte français que dans le texte néerlandais, à la fin du mot composé. Le même manque d'uniformité peut être constaté ailleurs, notamment aux articles 27, § 1er, 30, 31 et 36, § 1er, du projet.

Au 11, il y a lieu d'écrire, dans le texte français : "la Convention internationale de 1974 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer, et l'Annexe, faites à Londres le 1er novembre 1974, et le Protocole de 1978 relatif à cette Convention, et l'Annexe, faits à Londres le 17 février 1978;".

En ce qui concerne le 13, il y a lieu de relever que le "Code I.M.D.G." n'a fait l'objet ni d'aucune loi d'assentiment ni de publication en Belgique; il s'agit non d'une convention internationale, mais de règles édictées par un organisme international.

Au 14, dans le texte néerlandais, le terme "opgemaakt" doit être remplacé par le terme "uitgegeven".

La même observation vaut pour le 16 du texte néerlandais.

Dans le texte français du 16, il y a lieu d'écrire : "le chargement et le transport sûrs" et de supprimer le texte figurant après les mots "publiées par l'O.M.I.".

Article 5.

De l'accord des délégués du Ministre, la rédaction suivante est proposée :

"Tout capitaine ou patron qui navigue hors du chenal le fait à ses risques et périls".

.../...

Article 6.

Au paragraphe 1er, c, 2°, il convient, dans le texte néerlandais, de supprimer les virgules après les mots "vaartuigen" et "eveneens".

Le début du paragraphe 2 doit être rédigé comme suit :

"§ 2. Sans préjudice des dispositions prévues aux paragraphes 3 à 5 du présent article et aux articles 8 et 33, ...".

La fin du paragraphe 3 doit être, en français, rédigée comme suit : "... des emplacements réservés à des bâtiments qu'ils désignent".

Le texte français du même paragraphe diffère en outre légèrement du texte néerlandais qui, en l'espèce, correspond aux intentions des auteurs du projet.

Le texte suivant est proposé :

"§ 3. Dans l'intérêt de la sécurité de la navigation, le fonctionnaires et agents de l'autorité compétente peuvent réserver les zones de mouillage visées aux paragraphes 1er et 2, à des bâtiments qu'ils désignent".

Au paragraphe 5 du texte français, à la fin de la première phrase, il y a lieu d'écrire "en aient donné l'autorisation".

.../...

Dans le même texte, la deuxième phrase doit se lire : "Les bâtiments de mer ... et qui devraient procéder à ... doivent mouiller en rade d'Oosterweel".

Dans la même phrase du texte néerlandais, il y a lieu de supprimer le mot "daartoe".

Le paragraphe 6, alinéa 2, 1°, comporte non seulement une interdiction de mouiller mais encore une interdiction d'amarrer. Or, l'article 6 se trouve dans la section relative au mouillage et le projet comporte une section relative à l'amarrage. L'interdiction d'amarrer devrait se trouver dans cette section III.

A la fin du paragraphe 6, alinéa 2, 1°, il y a lieu d'écrire dans le texte français : " ... de manière à gêner les autres bâtiments".

Article 7.

Dans le texte français du paragraphe 3, première phrase, il y a lieu de remplacer les mots "ne disposant pas" par les mots "qui ne disposent pas".

Dans le texte néerlandais, il y a lieu d'écrire : "met voorrang voor die welke niet over mechanische voortstuwingsmiddelen beschikken".

Le paragraphe 4 devrait logiquement figurer dans la section II "Mouillage des bâtiments".

.../...

Le paragraphe 5 utilise l'expression "capitaine-commandant du port d'Anvers".

La loi du 5 mai 1936 fixant le statut des capitaines de port ne connaît que les capitaines, les capitaines adjoints et les lieutenants qui forment la capitainerie du port; cependant, dans les ports où sont nommés plusieurs capitaines, "l'administration ou l'organisme exploitant désigne, sous l'approbation du Ministre chargé de l'administration de la marine, celui d'entre eux auquel les autres sont temporairement ou définitivement subordonnés dans l'exercice de leurs fonctions" (loi du 5 mai 1936, article 2).

Il est, dès lors, proposé de remplacer l'expression "le capitaine-commandant du port d'Anvers" par l'expression "le capitaine de port commandant à Anvers".

Au paragraphe 6, dans le texte français, il y a lieu d'insérer le mot "et" entre les mots "embarcadères" et "débarcadères" et d'écrire "navigation intérieure".

Le Conseil d'Etat rappelle, à propos du paragraphe 8, que seuls les paragraphes reçoivent un numéro précédé du signe "§" et que les alinéas ne comportent aucun signe distinctif, lettre ou numéro. Les subdivisions en 1°, 2°, 3°, ..., elles-mêmes subdivisées en a, b, c, ..., ne peuvent être utilisées qu'à l'intérieur d'un alinéa, pour marquer une suite de propositions ou une énumération, mais non pour subdiviser le dispositif d'un article.

La même remarque vaut pour les articles 9, § 7, 15, §§ 1er et 2, et 18, § 9.

.../...

Article 8.

Le paragraphe 1er, c, comporte, en sa dernière phrase, une possibilité d'autorisation d'amarrer ou de mouiller dans la zone sud, pour d'autres bâtiments que ceux qui sont visés à la section IV. Or, cette disposition est contredite par le paragraphe 2 qui porte une interdiction absolue à "tout autre bâtiment" de se trouver dans une des zones visées au paragraphe 1er.

Il convient, dès lors, de faire de cette dernière phrase du paragraphe 1er, c, un alinéa 2 du paragraphe 2, rédigé comme suit :

"Toutefois, dans la zone sud, d'autres bâtiments peuvent amarrer ou mouiller avec l'accord des fonctionnaires et agents de l'autorité compétente".

Section V.

Dans l'intitulé, les mots "et/ou" doivent être remplacés par le mot "ou".

Article 9.

Au paragraphe 1er, deuxième phrase, le mot "toutefois" doit être remplacé par les mots "en outre".

Le paragraphe 3, de l'accord des délégués du Ministre, doit être rédigé comme suit :

.../...

"§ 3. Un bâtiment au mouillage ne peut être attaché qu'aux bouées d'amarrage visées à l'article 7, § 8".

Le début du paragraphe 4 doit, de l'accord des délégués du Ministre, se lire : "Quel que soit leur poste d'amarrage, les bâtiments ...". Le mot "donc" figurant au début de la deuxième phrase du même paragraphe est superflu et doit être supprimé. Toute la deuxième phrase pourrait, du reste, pour la même raison, être supprimée.

Le paragraphe 5, qui fait double emploi avec le paragraphe 3, doit, de l'accord des délégués du Ministre, être supprimé.

Le paragraphe 6 (devenant le paragraphe 5) doit être rédigé comme suit :

"§ 5. Les bâtiments amarrés aux estacades, ... (la suite comme au projet)".

Au paragraphe 7 (devenant le paragraphe 6), 2°, il y a lieu d'écrire : "... il faut qu'un membre de l'équipage surveille l'état et l'utilisation de ...".

Article 11.

La fin du paragraphe 1er serait mieux rédigée comme suit : "... afin de pouvoir satisfaire à tout moment aux prescriptions de l'article 17".

La rédaction suivante est proposée pour le paragraphe 3 :

.../...

"§ 3. Tout bâtiment au mouillage ou amarré doit rentrer agrès et apparaux dépassant du bord lorsque la sécurité de la navigation est perturbée, ou sur l'injonction des fonctionnaires et agents de l'autorité compétente".

Article 12.

Au paragraphe 1er, alinéa 1er, il y a lieu de remplacer les mots "stationnant" et "et/ou" respectivement par les mots "amarrés" et "et" et de supprimer le mot "mêmes" après le mot "bâtiments".

De l'accord des délégués du Ministre, le paragraphe 2 devrait être rédigé comme suit :

"§ 2. Des bâtiments qui ... sont tenus de prendre toutes mesures, notamment d'user d'un filet ou d'un équipement similaire, afin d'éviter que de objets ou des matières tombent à l'eau".

Au paragraphe 3, l'usage recommande d'écrire : "L'article 528, alinéa 1er, et l'article 531 du règlement général ...".

Article 13.

Au début de l'article, il y a lieu, dans le texte néerlandais, d'écrire : "... ten zuiden, door de rechte lijn ..." et à la fin de l'article, dans le texte français : "... et, au nord, par la ligne droite ...".

.../...

Article 14.

Les mots "à cet effet" qui sont inutiles, doivent être omis.

Article 15.

L'alinéa 1er du paragraphe 1er doit être rédigé comme suit :

"L'article 2, 1 et 2, les articles 4, 5 et 7 ainsi que l'article 8, à l'exception du 3°, de l'arrêté royal du 15 octobre 1935 portant règlement général des voies navigables du Royaume, sont applicables aux bâtiments de navigation intérieure se trouvant sur l'Escaut maritime inférieur".

A la fin du paragraphe 1er, il convient d'écrire : "de l'arrêté royal du 15 octobre 1935" au lieu de "de l'arrêté royal visé au 1°".

Dans le premier alinéa du paragraphe 2, les mots "et/ou" doivent être remplacés (deux fois) par le mot "ou". Dans ce même texte, il y a lieu de remplacer, dans le texte néerlandais, le mot "stoomtuigen" par "stoommachines".

Le deuxième alinéa du paragraphe 2, serait mieux rédigé comme suit :

"Le propriétaire, l'exploitant et le patron d'un bâtiment de navigation intérieure immatriculé ou enregistré dans un pays étranger doivent prouver qu'il est satisfait aux dispositions législatives et réglementaires de ce pays relatives à la sécurité du travail aux moteurs ou aux machines à vapeur".

.../...

Article 16.

Au paragraphe 1er, première phrase, le mot "similaires" doit être supprimé.

Section VIII.

Dans l'intitulé français de cette section, il y a lieu d'écrire "Mesures générales" et non pas "Dispositions générales".

Article 17.

Dans la phrase introductive du paragraphe 1er, il y a lieu d'omettre les mots "même si elles ne sont pas prévues aux règlements". Cette hypothèse est, en effet, couverte par le 7° du même paragraphe.

Le texte néerlandais de cette même phrase serait mieux rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

A la fin du 2° du paragraphe 1er, dans le texte français, il faut écrire : "... à des bâtiments à tirant d'eau supérieur".

La fin du paragraphe 2 du texte français serait mieux rédigée comme suit :

"... de se conformer immédiatement aux mesures visées au paragraphe 1er, faute de quoi celles-ci seront exécutées d'office à leurs frais, risques et périls".

Article 18.

Au paragraphe 1er, 1°, les mots "et successivement" doivent être omis.

La même observation vaut pour les articles 20, 21 et 37, § 1er.

Au paragraphe 1er, 2°, du texte français, mieux vaut écrire "des feux et des marques de jour" et au même paragraphe 1er, 2°, du texte néerlandais "voorzien" au lieu de "bepaald".

Au paragraphe 2, il convient de remplacer le mot "pièces" par "parties".

De l'accord des délégués du Ministre, le paragraphe 3 doit être rédigé comme suit :

"Tout capitaine ou patron est tenu ... le plus proche :

1° lorsqu'il aperçoit des épaves, débris d'épave, agrès ou autres objets, y compris des parties de cargaison ;

2° lorsqu'un bâtiment perd sa cargaison".

A la fin du paragraphe 5, première phrase, mieux vaut écrire : "la sauvegarde du régime de la voie navigable ou sa conservation".

.../...

Dès lors que l'article 2, § 4, de la loi du 24 novembre 1975 portant approbation et exécution de la Convention sur le règlement international de 1972 pour prévenir les abordages en mer, ne permet pas au Roi de déroger au droit commun et, notamment, aux dispositions du Code civil en matière de réparation, le Conseil d'Etat n'aperçoit pas quel pourrait être le fondement des paragraphes 6 à 10. Ceux-ci doivent donc être omis.

Article 19.

La référence qui est faite aux paragraphes 4 à 10, doit être adaptée en conséquence de l'observation faite au sujet de l'article 18, §§ 6 à 10.

Article 21.

L'article dispose que "Chacun est tenu de signaler ...". Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas si cette formule très large vise uniquement "le capitaine ou le patron", comme il a été suggéré pour la rédaction de l'article 18, § 3, ou s'il s'agit d'une obligation faite à toute personne généralement quelconque.

Le texte doit être précisé sur ce point.

Article 23.

Le but de cette disposition étant d'assurer la sécurité de la navigation, et ne pouvant être que celui-là, il y a lieu de rédiger le paragraphe 1er, 1°, comme suit :

"1° de jeter, de laisser flotter ou couler dans le fleuve ou dans les canaux, fossés ou rigoles qui en dépendent, tout objet quelconque susceptible d'en relever directement ou indirectement le fond, ainsi que d'y jeter ou d'y déverser toute substance solide ou liquide, entre autres, des huiles, résidus d'huiles, produits radioactifs ou déchets, ou de provoquer des retombées toxiques, de nature à gêner la navigation ou de faire obstacle au libre écoulement des eaux;".

Etant donné que le mot néerlandais "stroom" est du genre masculin, il y a lieu d'écrire au paragraphe 1er, 2° : "...zijn oevers ...".

La même observation vaut pour l'article 26, § 1er, du projet.

Dans le même article 23, il est souvent question des dépendances du fleuve. En plusieurs endroits, l'expression qui est utilisée est :"sur les rives et autres dépendances du fleuve, telles que digues ou ouvrages d'art", mais d'autres expressions sont également employées.

Au paragraphe 1er, 5°, les quais sont mentionnés en plus; au paragraphe 2, les digues et ouvrages d'art ne sont pas cités au 1° et les ouvrages d'art ne le sont pas au 2°.

Enfin, au paragraphe 3 de l'article 23, comme au paragraphe 1er de l'article 26, le mot "dépendances" figure seul. Cette dernière solution doit être adoptée de manière uniforme, les mots "tels que", "comme", "par exemple" n'ayant pas leur place dans des textes normatifs, singulièrement lorsqu'il s'agit, comme en l'espèce, d'interdictions.

.../...

Au paragraphe 2, alinéa 2, de l'article 23, il y a lieu d'écrire "avec la servitude de passage".

Article 24.

Afin d'assurer la concordance entre les deux paragraphes, il y a lieu, de l'accord des délégués du Ministre, de remplacer, à la fin du paragraphe 1er, les mots "riverains concernés" par les mots utilisés au paragraphe 2 : "propriétaires, détenteurs ou usagers".

Article 25.

Le mot "bien", qui est inutile, doit être supprimé.

Article 26.

Au paragraphe 1er, l'expression "même si ces mesures ne sont pas prévues aux règlements" est redondante puisque l'administration peut prendre "toutes les mesures qu'elle juge nécessaires". Il y a donc lieu de l'omettre.

Chapitre IV.

Les dispositions du chapitre IV trouvent leur fondement dans l'article 2, § 4, de la loi du 24 novembre 1975 précitée, qui dispose :

.../...

"§ 4. Il (Le Roi) règle la police et la navigation dans la mer territoriale belge et les eaux belges, attenantes à la mer et accessibles aux navires de mer".

En effet, la loi précitée, outre qu'elle a pour objet principal de donner l'assentiment des Chambres à la Convention sur le règlement international de 1972 pour prévenir les abordages en mer, a entendu donner - tel est l'objet du paragraphe 4 de son article 2 - une base légale incontestable au pouvoir du Roi de régler la police et la navigation dans la mer territoriale belge et les eaux belges, attenantes à la mer et accessibles aux navires de mer (Doc. parl., Chambre, session 1974-1975, projet n° 427/1, p. 3).

Article 27.

A la fin du paragraphe 1er, il y a lieu de supprimer les mots "ou en vertu des".

A la fin du paragraphe 3, il convient de remplacer les mots "étant des provisions de bord ou équipement" par les mots "qui font partie de l'approvisionnement ou de l'équipement".

Article 28.

Le paragraphe 2 doit être rédigé comme suit :

"Pour l'application du paragraphe 1er, sont assimilés aux bâtiments-citernes de mer chargés de matières dangereuses,

les bâtiments-citernes de mer qui ont été chargés de matières dangereuses mais pour lesquels il n'a pas encore été délivré de déclaration certifiant que le bâtiment ne contient plus de matières dangereuses, soit par un expert agréé, soit par l'autorité compétente ou de la part de celle-ci".

Article 29.

Au début du 1°, il faut, dans le texte français, écrire le mot "les" au lieu du mot "le".

A la fin du 3, il convient d'écrire "... l'indication qu'elles sont transportées en vrac ou non;", à moins que les mots anglais "general" et "bulk" ne soient consacrés par l'usage dans le commerce maritime.

A la fin du 4°, il y a lieu d'écrire, dans le texte français : "ou présomption d'un tel incident" au lieu de "ou soupçon de cela".

Article 30.

La phrase introductive serait mieux rédigée comme suit :

"Sur l'Escaut maritime inférieur, les bâtiments de mer sont autorisés à avoir à bord les quantités suivantes de matières explosibles de la classe 1 du "I.M.D.G. Code :".

.../...

Article 31.

Dans le texte français, la phrase introductive du paragraphe 1er doit se terminer par les mots "de veiller à ce que" et les verbes utilisés aux 1° à 6° doivent être conjugués au mode subjonctif.

Au paragraphe 2, 1°, il y a lieu d'ajouter les mots "pour l'Escaut maritime inférieur" après les mots "un pilote compétent".

Au paragraphe 2, 6°, mieux vaut écrire : "le nettoyage, le dégazage et le rinçage des citernes ne peuvent être effectués sans l'autorisation de l'autorité compétente".

Au paragraphe 2, 7°, l'intention du Gouvernement serait mieux traduite comme suit :

"7° l'appareillage est interdit ou la navigation doit autant que possible ...".

Au paragraphe 2, 10°, du texte français, il y a lieu d'écrire "en vue d'une utilisation" au lieu de "pour utilisation", "fabriqués dans un matériau" au lieu de "fabriqués d'un matériau" et "ininflammable" au lieu de "inflammable".

Article 32.

Tenant compte de la loi du 5 juillet 1985 officialisant les noms "Waaslandhaven" et "Kallosluis", il y a lieu de remplacer, dans la phrase liminaire du texte français, les mots "chenal d'accès à l'écluse de Kallo" par les mots "chenal d'accès à la Kallosluis".

.../...

De plus, les matières dangereuses visées à l'annexe 4 (matières explosibles) ne donnent pas lieu à dégazage. Il convient donc de préciser le texte en ajoutant, après les mots "n'a pas encore été déclaré dégazé", les mots "lorsqu'il est soumis à cette obligation".

La même observation vaut pour l'article 33.

Enfin, par souci de concordance avec l'article 33, il y a lieu d'écrire dans le texte français : "... qui après avoir été chargé ..." et non pas : "... qui après avoir été déchargé ...".

Article 34.

Dans la phrase introductive, il est proposé de supprimer les mots "et par dérogation aux dispositions des articles 121 à 123 de l'arrêté royal du 23 septembre 1958, cité à l'article 35" et de mentionner cette dérogation à l'article 35.

Article 35.

Le texte suivant est proposé :

"Outre ce qui est fixé par le présent chapitre, sont applicables :

.../...

1° l'arrêté royal du 3 septembre 1958 portant réglementation du transport, de l'emmagasinage et de la vente du nitrate ammonique et de ses mélanges;

2° l'arrêté royal du 23 septembre 1958 portant règlement général sur la fabrication, l'emmagasinage, la détention, le débit, le transport et l'emploi des produits explosifs, à l'exception des articles 121 à 123".

Article 36.

Dans le texte français, il convient d'écrire : "un embarcadère-débarcadère".

Article 37.

Au paragraphe 1er, les mots "résultant ou non d'un fait visé à l'article 18, § 1er" doivent être supprimés car ils sont inutiles.

La protection de l'environnement, dans le respect des normes légales générales et sectorielles, est une matière qui ressortit à la compétence des régions (article 6, § 1er, II, 1°, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980); la première phrase du paragraphe 2 doit donc être omise.

La deuxième phrase du paragraphe 2 doit être adaptée en conséquence.

.../...

Article 38.

Le début de l'article serait mieux rédigé comme suit : "Lorsqu'un bâtiment de mer en provenance de l'Escaut maritime inférieur veut faire savoir ...".

Article 43.

Le texte suivant est proposé pour les paragraphes 1er à 5 :

"§ 1er. Sans préjudice des compétences particulières fixées par les paragraphes 2 à 5, sont chargés de veiller à l'exécution du présent règlement :

1° les fonctionnaires et agents de l'Administration des voies hydrauliques;

2° les fonctionnaires et agents de l'Administration de la marine et de la navigation intérieure appartenant :

a) au commissariat maritime et à la police maritime;

b) au service du pilotage

3° les membres de la gendarmerie;

4° les membres du corps de la police communale des communes situées le long du fleuve ou traversées par celui-ci".

"§ 5. Les membres de la gendarmerie et les membres du corps de la police communale sont chargés de veiller à l'exécution des articles 9, § 4, 23, § 2 et § 3".

.../...

Article 45 (nouveau).

Il y a lieu d'insérer un article 45 nouveau rédigé comme suit :

"Article 45.-

A l'article 1er de l'arrêté royal du 22 mars 1939 relatif à la réglementation concernant la nage et les installations de bains dans l'Escaut, modifié par l'arrêté royal du 31 mai 1968, les mots "et l'Escaut maritime inférieur tel qu'il est défini dans l'article 1er de l'arrêté royal du 31 mai 1968" sont remplacés par les mots "et l'Escaut maritime inférieur, tel qu'il est défini à l'article 1er de l'arrêté royal du ...".

+

L'article 45 du projet doit évidemment être numéroté 46.

+

L'arrêté en projet ne comporte pas de disposition exécutoire. Celle-ci devrait constituer l'article 47 du projet.

Au surplus, tenant compte de ce que l'article 43 prévoit l'intervention de la gendarmerie et d'agents de la police communale, le Ministre de l'Intérieur doit figurer parmi les Ministres chargés de l'exécution de l'arrêté en projet et contresigner celui-ci.

Le Ministre de l'Intérieur doit également être mentionné dans la formule de présentation de l'arrêté en projet.

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 2.

De bepaling onder 3 zou beter als volgt worden geredigeerd :

"3. zeetankvaartuig : een zeevaartuig gebouwd voor het vervoer in bulk van ontvlambare vloeistoffen, van gas of van chemicaliën, of geschikt voor dat vervoer;".

In de bepaling onder 7 moeten de woorden "door vaartuigen" als overbodig vervallen. Bovendien dienen de woorden "dat kan worden bevaren" te worden vervangen door de woorden "dat bevaarbaar is".

In 11, 13, 14, 15 en 16 geeft het ontworpen besluit de betekenis van de afkorting "S.O.L.A.S." en duidt het telkens een geheel van regels gemakshalve aan met "I.M.D.G. Code", "I.M.O. Gas Carrier Code", "I.M.O. Bulk Chemical Code" en "I.M.O. Code of Safe Practice for solid bulk cargoes".

Die afkortingen en samenstellingen zijn ontleend aan het Engels. Het gebruik ervan is alleen verantwoord indien ze geen equivalent hebben in het Nederlands en in het Frans of indien er als zodanig mee gewerkt wordt in de internationale teksten die in die twee talen zijn gesteld.

Deze opmerking geldt voor alle artikelen van het ontwerp waarin met die afkortingen en samenstellingen wordt gewerkt.

Bovendien stelt men vast dat in 13 het woord "Code" in de Franse tekst vooraan in de samengestelde Engelse term staat, terwijl het in 14, 15 en 16, zowel in de Nederlandse als in de Franse tekst, in de samenstelling achteraan komt. Hetzelfde gebrek aan eenvormigheid kan elders worden vastgesteld, met name in de artikelen 27, § 1, 30, 31 en 36, § 1, van het ontwerp.

In de bepaling onder 11 schrijve men : "Internationaal Verdrag van 1974 voor de beveiliging van mensenlevens op zee, en de Bijlage, opgemaakt te Londen op 1 november 1974, alsmede het Protocol van 1978 betreffende dit Verdrag, en de Bijlage, opgemaakt te Londen op 17 februari 1978;".

Wat 13 betreft, dient erop gewezen te worden dat de "I.M.D.G. Code" in België noch bij wet goedgekeurd noch bekendgemaakt is; het gaat niet om een internationale overeenkomst, maar om regels, uitgevaardigd door een internationale instelling.

In de Nederlandse tekst van 14 moet de term "opgemaakt" worden vervangen door de term "uitgegeven".

Dezelfde opmerking geldt voor de Nederlandse tekst van 16.

In de Franse tekst van 16 schrijve men : "le chargement et le transport sûrs" en schrappe men de tekst na de woorden "publiées par l'O.M.I.".

.../...

Artikel 5.

De gemachtigden van de Minister zijn het eens met het volgende tekstvoorstel :

"Iedere kapitein of schipper die buiten de vaargeul vaart, doet dat op eigen risico".

Artikel 6.

In paragraaf 1, c, 2°, schrappe men de komma's na de woorden "vaartuigen" en "eveneens".

Het begin van paragraaf 2 moet als volgt worden geredigeerd :

"§ 2. Onverminderd het bepaalde in de paragrafen 3 tot 5 van dit artikel en in de artikelen 8 en 33, ...".

In de Franse tekst moet het slot van paragraaf 3 als volgt worden geredigeerd : "... des emplacements réservés à des bâtiments qu'ils désignent".

De Franse tekst van dezelfde paragraaf vertoont bovendien een licht verschil met de Nederlandse tekst die, in casu, beantwoordt aan de bedoelingen van de stellers van het ontwerp.

.../...

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"§ 3. Dans l'intérêt de la sécurité de la navigation, les fonctionnaires et agents de l'autorité compétente peuvent réserver les zones de mouillage visées aux paragraphes 1er et 2, à des bâtiments qu'ils désignent".

In de Franse tekst van paragraaf 5 schrijve men aan het slot van de eerste volzin "en aient donné l'autorisation".

In dezelfde paragraaf moet, in de Nederlandse tekst, het woord "daartoe" vervallen en moet de Franse tekst gelezen worden zoals wordt voorgesteld in de Franse versie van dit advies.

Paragraaf 6, tweede lid, 1°, bevat niet alleen een verbod om te ankeren, maar ook een verbod om af te meren. Artikel 6 staat echter in de "sectie" (lees : afdeling) die betrekking heeft op het ankeren en het ontwerp bevat ook een "sectie" (lees : afdeling) die betrekking heeft op het meren van vaartuigen. Het verbod om te meren zou in die afdeling III moeten staan.

Aan het slot van paragraaf 6, tweede lid, 1°, dient te worden geschreven : "..., zó dat andere vaartuigen daarvan hinder ondervinden".

.../...

Artikel 7.

In de Franse tekst van paragraaf 3, eerste volzin, dienen de woorden "ne disposant pas" te worden vervangen door de woorden "qui ne disposent pas".

In de Nederlandse tekst schrijve men : "met voorrang voor die welke niet over mechanische voortstuwingsmiddelen beschikken".

Paragraaf 4 zou logischerwijze in afdeling II "Ankeren van vaartuigen" moeten staan.

In paragraaf 5 wordt gewerkt met de term "havenkapitein-commandant van Antwerpen".

De wet van 5 mei 1936 tot vaststelling van het statuut der havenkapiteins kent alleen kapiteins, adjunctkapiteins en luitenanten die de havenkapiteinsdienst vormen; nochtans wijst in de havens waar verscheidene kapiteins worden benoemd, "het exploiterend bestuur of organisme, onder goedkeuring van de Minister tot wiens bevoegdheid het zeewezen behoort, dien onder hen aan waaraan de anderen in de uitoefening van hun ambt tijdelijk of definitief ondergeschikt zijn" (wet van 5 mei 1936, artikel 2).

Derhalve wordt voorgesteld de woorden "de havenkapitein-commandant van Antwerpen" te vervangen door de uitdrukking "de gezagvoerende havenkapitein te Antwerpen".

.../...

In de Franse tekst van paragraaf 6 dient het woord "et" te worden ingevoegd tussen de woorden "embarcadères" en "débarcadères" en schrijve men "navigation intérieure".

De Raad van State moge er in verband met paragraaf 8 op wijzen dat alleen de paragrafen een nummer krijgen dat wordt voorafgegaan door het paragraafteken en dat de leden geen enkel kenteken, letter of nummer bevatten. Binnen een lid mag een verdeling in 1°, 2°, 3°, ..., verder onderverdeeld in a, b, c, ... slechts worden gebruikt om een reeks volzinnen of een opsomming aan te wijzen, maar niet om de tekst van een artikel in te delen.

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 9, § 7, 15, §§ 1 en 2, en 18, § 9.

Artikel 8.

De laatste volzin van paragraaf 1, c, voorziet in de mogelijkheid dat andere dan in afdeling IV bedoelde vaartuigen toestemming krijgen om in de zuidelijke strook te meren of te ankeren. Die bepaling wordt echter tegengesproken in paragraaf 2, die een absoluut verbod inhoudt voor "alle andere vaartuigen" om zich in één van de in paragraaf 1 genoemde stroomgedeelten te bevinden.

Die laatste volzin van paragraaf 1, c, dient derhalve een tweede lid van paragraaf 2 te worden, luidende als volgt :

"In de zuidelijke strook mogen evenwel andere vaartuigen meren of ankeren met toestemming van de ambtenaren en bedienden van de bevoegde overheid".

.../...

Afdeling V.

In het opschrift moeten de woorden "en/of" worden vervangen door het woord "of".

Artikel 9.

In paragraaf 1, tweede volzin, moet het woord "echter" worden vervangen door het woord "bovendien".

De gemachtigden van de Minister zijn het eens met het volgende tekstvoorstel voor paragraaf 3 :

"§ 3. Een geankerd vaartuig mag alleen worden vastgemaakt aan de meerboeien, bedoeld in artikel 7, § 8".

De gemachtigden van de Minister zijn het ermee eens dat het begin van paragraaf 4 als volgt moet worden gelezen : "Ongeacht hun meerplaats, mogen vaartuigen ...". Het woord "derhalve" aan het begin van de tweede volzin van dezelfde paragraaf moet als overbodig vervallen. De gehele tweede volzin zou overigens, om dezelfde reden, kunnen vervallen.

Paragraaf 5, die dupleert met paragraaf 3, moet vervallen; de gemachtigden van de Minister zijn het daarmee eens.

Paragraaf 6 (die paragraaf 5 wordt) moet als volgt worden geredigeerd :

"§ 5. De aan staketsels en kaden of langszijde van andere vaartuigen gemeerde vaartuigen ... van geschikte en onzinkbare ...".

In paragraaf 7 (die paragraaf 6 wordt), 2°, dient te worden geschreven : "... moet een lid van de bemanning toezicht houden op de staat en het gebruik van de loodsladder ...".

Artikel 11.

Het slot van paragraaf 1 zou beter als volgt worden geredigeerd : "... opdat te allen tijde kan worden voldaan aan de voorschriften van artikel 17".

De volgende redactie wordt voorgesteld voor paragraaf 3 :

"§ 3. Aan boord van een geankerd of gemeerd vaartuig moet tuig- en takelwerk dat buiten boord uitsteekt, ingehaald worden wanneer de veiligheid van de scheepvaart daardoor wordt verstoord, of op bevel van de ambtenaren en bedienden van de bevoegde overheid".

Artikel 12.

Het begin van paragraaf 1 dient als volgt te worden geredigeerd :

"§ 1. Langszij van elkaar gemeerde vaartuigen moeten de doorgang van personen gedogen tussen de kade en die vaartuigen en tussen die vaartuigen onderling ...".

De gemachtigden van de Minister zijn het ermee eens dat paragraaf 2 als volgt zou moeten worden geredigeerd :

"Vaartuigen die laden of lossen moeten alle maatregelen treffen, en met name een net of een soortgelijke uitrusting plaatsen, om te voorkomen dat voorwerpen of stoffen in het water terechtkomen".

Overeenkomstig het gebruik schrijve men in paragraaf 3 : "Artikel 528, eerste lid, en artikel 531 van ... zijn van toepassing op ...".

Artikel 13.

Aan het begin van het artikel dient, in de Nederlandse tekst, te worden geschreven : "... ten zuiden, door de rechte lijn ..." en aan het slot van het artikel, in de Franse tekst, dient te worden geschreven : "... et, au nord, par la ligne droite ...".

Artikel 14.

Het woord "daartoe" moet als overbodig vervallen.

Artikel 15.

Paragraaf 1, eerste lid, moet als volgt worden geredigeerd :

.../...

"Artikel 2, 1 en 2, de artikelen 4, 5 en 7, alsmede artikel 8, met uitzondering van 3°, van het koninklijk besluit van 15 oktober 1935 houdende Algemeen Reglement der scheepvaartwegen van het Koninkrijk zijn van toepassing op de binnenvaartuigen die zich op de Beneden-Zeeschelde bevinden".

Aan het slot van paragraaf 1 dient te worden geschreven : "van het koninklijk besluit van 15 oktober 1935" in plaats van "van het in 1° bedoelde koninklijk besluit".

In het eerste lid van paragraaf 2 moeten de woorden "en/of" (tweemaal) worden vervangen door het woord "of". In dezelfde tekst schrijve men tweemaal "stoommachines" in plaats van eenmaal "stoomtuigen" en eenmaal "stoommachines".

Paragraaf 2, tweede lid, zou beter als volgt worden geredigeerd :

"De eigenaar, de exploitant en de schipper van een in een vreemd land teboekgesteld of geregistreerd binnenvaartuig moeten bewijzen dat voldaan is aan de wetten en verordeningen van dat land met betrekking tot de veiligheid van het werk aan motoren of stoommachines".

Artikel 16.

In paragraaf 1, eerste volzin, moet het woord "dergelijke" vervallen.

.../...

Afdeling VIII.

In het Franse opschrift van deze afdeling, schrijve men "Mesures générales" in plaats van "Dispositions générales".

Artikel 17.

In de volzin die paragraaf 1 inleidt, dienen de woorden "zelfs dan wanneer deze niet bij de reglementen zijn voorzien" te vervallen. Die hypothese wordt immers gedekt door 7° van dezelfde paragraaf.

De Nederlandse tekst van diezelfde volzin zou beter als volgt worden geredigeerd :

"§ 1. De ambtenaren en bedienden van de bevoegde overheid zijn gemachtigd de maatregelen die zij nodig achten, voor te schrijven of aan ... op te leggen, in de volgende omstandigheden :".

Aan het slot van paragraaf 1, 2°, behoort in de Franse tekst te worden geschreven : "... à des bâtiments à tirant d'eau supérieur".

Het slot van paragraaf 2 kan in de Franse tekst beter als volgt worden gelezen :

"... de se conformer immédiatement aux mesures visées au paragraphe 1er, faute de quoi celles-ci seront exécutées d'office à leurs frais, risques et périls".

.../...

Artikel 18.

In paragraaf 1, 1°, moeten de woorden "en achtereenvolgens" vervallen.

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 20, 21 en 37, § 1.

In paragraaf 1, 2°, van de Franse tekst, schrijve men : "des feux et des marques de jour", en in de Nederlandse tekst vervange men het woord "voorzien" door het woord "bepaald".

In paragraaf 2 dient het woord "ladingstukken" te worden vervangen door de woorden "stukken lading".

De gemachtigden van de Minister zijn het ermee eens dat paragraaf 3 als volgt moet worden geredigeerd :

"§ 3. Iedere kapitein of schipper is verplicht ... in te lichten :

1° wanneer hij wrakken, wrakstukken, tuigen of andere voorwerpen, met inbegrip van stukken lading, opmerkt;

2° wanneer een vaartuig zijn lading verliest".

Aan het slot van de eerste volzin van paragraaf 5 schrijve men : "de vrijwaring van het regime van het vaarwater of de instandhouding ervan".

.../...

Daar artikel 2, § 4, van de wet van 24 november 1975 houdende goedkeuring en uitvoering van het Verdrag inzake de internationale bepalingen ter voorkoming van aanvaringen op zee, 1972, de Koning niet toestaat af te wijken van het gemeen recht en, inzonderheid, van de bepalingen van het Burgerlijk Wetboek inzake vergoeding, is het de Raad van State niet duidelijk welke de rechtsgrond van de paragrafen 6 tot 10 zou kunnen zijn. Die paragrafen moeten derhalve vervallen.

Artikel 19.

De verwijzing naar de paragrafen 4 tot 10, moet worden aangepast ingevolge de opmerking die bij artikel 18, §§ 6 tot 10, is gemaakt.

Artikel 21.

Het artikel bepaalt dat "Eenieder ... kennis (moet) geven ...". Het is de Raad van State niet duidelijk of die zeer ruime formulering alleen slaat op "de kapitein of de schipper", zoals in overweging is gegeven voor de redactie van artikel 18, § 3, dan wel of het gaat om een verplichting die wordt opgelegd aan iedere willekeurige persoon.

De tekst moet in dat opzicht worden geprecisеerd.

.../...

Artikel 23.

Aangezien het doel van die bepalingen erin bestaat - en er alleen kan in bestaan - te zorgen voor de veiligheid van de scheepvaart, dient paragraaf 1, 1°, als volgt te worden geredigeerd :

"1° in de stroom of in de kanalen, grachten of greppels die ervan afhangen, enig voorwerp te werpen, te laten drijven of vloeien waardoor de bodem rechtstreeks of onrechtstreeks zou kunnen worden verhoogd, alsmede daarin enige vaste of vloeibare stof te storten of te lozen, onder meer olie, olieafval, radioactieve produkten of afvalstoffen, of giftige neerslag te veroorzaken, waardoor de scheepvaart kan worden gehinderd of de vrije doorstroming van het water kan worden belemmerd;".

Aangezien "stroom" mannelijk is, schrijve men in de tekst van 2° "zijn oevers en ..." in plaats van "haar oevers en ...".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 26, § 1, van het ontwerp.

In hetzelfde artikel 23 is vaak sprake van de aanhorigheden van de stroom. Op verscheidene plaatsen wordt gewerkt met de uitdrukking : "op de oevers en op de andere aanhorigheden van de stroom, als dijken en kunstwerken", maar er komen ook andere uitdrukkingen voor.

.../...

In paragraaf 1, 5°, worden ook nog de kaden vermeld; in paragraaf 2 worden de dijken en kunstwerken onvermeld gelaten in 1°, en de kunstwerken in 2°.

Ten slotte komt in paragraaf 3 van artikel 23, zoals in paragraaf 1 van artikel 26, het woord "aanhorigheden" alleen voor. Die laatste oplossing moet op eenvormige wijze worden aangenomen, omdat de woorden "als" of "bijvoorbeeld" niet op hun plaats zijn in normatieve teksten, inzonderheid wanneer het, zoals in het onderhavige geval, gaat om verbodsbepalingen.

In paragraaf 2, tweede lid, van artikel 23 behoort te worden geschreven "met de erfdienstbaarheid van overgang".

Artikel 24.

Ter wille van de overeenstemming tussen de twee paragrafen, dienen, aan het slot van paragraaf 1, de woorden "de betrokken aangelanden" te worden vervangen door de woorden die in paragraaf 2 worden gebruikt : "de eigenaars, bezitters of gebruikers"; de gemachtigden van de Minister zijn het daarmee eens.

.../...

Artikel 25.

In de Nederlandse tekst moet het woord "dicht" als overbodig vervallen.

Artikel 26.

In paragraaf 1 is de uitdrukking "zelfs dan wanneer deze niet bij de reglementen zijn voorzien" een redundantie, aangezien het bestuur "gemachtigd (is) die maatregelen voor te schrijven die het nodig acht". Ze dient bijgevolg te vervallen.

Hoofdstuk IV.

De bepalingen van hoofdstuk IV vinden hun rechtsgrond in artikel 2, § 4, van de voormelde wet van 24 november 1975, welke bepaling als volgt luidt :

> "§ 4. Hij (de Koning) regelt de politie en scheepvaart in de Belgische territoriale zee en de Belgische wateren die met de zee in verbinding staan en voor zeeschepen toegankelijk zijn".

De voormelde wet heeft immers, afgezien van het feit dat haar hoofddoel erin bestaat dat de Kamers hun instemming betuigen met het Verdrag inzake de internationale bepalingen ter voorkoming van aanvaringen op zee, 1972, aan 's Koning bevoegdheid om de politie en de scheepvaart te regelen in de Belgische territoriale zee en de Belgische wateren die met de zee in verbinding staan en voor zeeschepen toegankelijk zijn, - dat is het doel van artikel 2, § 4, van de wet - een onbetwistbare "wettelijke rechtsgrond" willen bezorgen (Gedr. St. Kamer, zitting 1974-1975, nr. 427/1, blz. 3).

/

Artikel 27.

Aan het slot van paragraaf 1 dienen de woorden "of krachtens" te worden geschrapt.

Aan het slot van paragraaf 3 dienen de woorden "zijnde voorraden of uitrusting" te worden vervangen door de woorden "die deel uitmaken van de voorraden of van de uitrusting".

Artikel 28.

Paragraaf 2 moet als volgt worden geredigeerd :

"Voor de toepassing van paragraaf 1 worden met zeetankvaartuigen die met gevaarlijke stoffen zijn beladen, gelijkgesteld de zeetankvaartuigen die met gevaarlijke stoffen beladen zijn geweest, maar waarvoor hetzij door een erkend deskundige, hetzij door of vanwege de bevoegde overheid, nog geen verklaring is afgegeven waarin bevestigd wordt dat het vaartuig geen gevaarlijke stoffen meer bevat".

Artikel 29.

Vooraan in de Franse tekst van 1 schrijve men "les" in plaats van "le".

Aan het slot van 3 behoort te worden geschreven : "... de vermelding dat zij al dan niet in bulk worden vervoerd;", tenzij de Engelse woorden "general" en "bulk" door het gebruik geijkt zijn in de zeehandel.

.../...

Aan het slot van 4 schrijve men in de Franse tekst : "ou présomption d'un tel incident" in plaats van "ou soupçon de cela".

Artikel 30.

De volzin die het artikel inleidt zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Op de Beneden-Zeeschelde mogen zeevaartuigen de volgende hoeveelheden ontplofbare stoffen van klasse 1 van de "I.M.D.G.-Code" aan boord hebben :".

Artikel 31.

In de Franse tekst moet de volzin die paragraaf 1 inleidt, eindigen met de woorden "de veiller à ce que" en moeten de werkwoorden die voorkomen in 1° tot 6° in de aanvoegende wijs staan.

Paragraaf 2, 1°, moet als volgt worden geredigeerd :

"1° er moet een loods aan boord zijn die bevoegd is voor de Beneden-Zeeschelde;".

In paragraaf 2, 6°, schrijve men "6° de tanks mogen niet schoongemaakt, ontgast en gespoeld worden zonder toestemming van de bevoegde overheid;".

.../...

In paragraaf 2, 7°, van de bedoeling van de Regering beter als volgt worden weergegeven :

"7° het afvaren is verboden of het varen moet voor zover mogelijk worden onderbroken door ...;".

In de Franse tekst van paragraaf 2, 10°, schrijve men "en vue d'une utilisation" in plaats van "pour utilisation", "fabriqués dans un matériau" in plaats van "fabriqués d'un matériau" en "ininflammable" in plaats van "inflammable".

Artikel 32.

Gelet op de wet van 5 juli 1985 tot instelling van de plaatsaanduidingen "Waaslandhaven" en "Kallosluis" als officiële benamingen, vervange men in de inleidende volzin van de Franse tekst de woorden "chenal d'accès à l'écluse de Kallo" door de woorden "chenal d'accès à la Kallosluis".

Bovendien is geen ontgassing voorgeschreven voor de in bijlage 4 (ontplofbare stoffen) bedoelde gevaarlijke stoffen. De tekst behoort dan ook te worden gepreciseerd door na de woorden "nadien niet gasvrij werd verklaard" de woorden "wanneer het aan die verplichting onderworpen is" toe te voegen.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 33.

.../...

Tenslotte schrijve men in de Franse tekst, ter wille van de overeenstemming met artikel 33 : "... qui après avoir été chargé ...", en niet : "... qui après avoir été déchargé ...".

Artikel 34.

Voorgesteld wordt in de volzin die het artikel inleidt de woorden "en in afwijking op het bepaalde in de artikelen 121 tot 123 van het koninklijk besluit van 23 september 1958 bedoeld in artikel 35" te schrappen en die afwijking te vermelden bij artikel 35.

Artikel 35.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Naast het bepaalde bij dit hoofdstuk, zijn mede van toepassing :

1° het koninklijk besluit van 3 september 1958 houdende reglementering van het vervoer, de berging en de verkoop van ammoniumnitraat en van mengsels daarvan;

2° het koninklijk besluit van 23 september 1958 houdende algemeen reglement betreffende het fabriceren, opslaan, onder zich houden, verkopen, vervoeren en gebruiken van springstoffen, met uitzondering van de artikelen 121 tot 123".

Artikel 36.

In de Franse tekst schrijve men "un embarcadère-débarcadère".

Artikel 37.

In paragraaf 1 moeten de woorden "al dan niet ingevolge een in artikel 18, § 1, bedoelde feit" als onnodig vervallen.

De bescherming van het leefmilieu, met eerbiediging van de wettelijke algemene en sectoriële normen is een aangelegenheid die tot de bevoegdheid van de gewesten behoort (artikel 6, § 1, II, 1°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen); de eerste volzin van paragraaf 2 moet bijgevolg vervallen.

De tweede volzin van paragraaf 2 moet dientengevolge worden aangepast.

Artikel 38.

Het artikel zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Wanneer een zeevaartuig dat van de Beneden-Zeeschelde komt, te kennen wil geven dat het zich naar de Boven-Zeeschelde begeeft, of omgekeerd, en derhalve op de rede van Antwerpen een andere loods moet nemen, mag het op de fluit ...".

Artikel 43.

De volgende tekst wordt voorgesteld voor de paragrafen 1 en 5 :

"§ 1. Onverminderd de bijzondere bevoegdheden, bepaald bij de paragrafen 2 tot 5, moeten toezien dat dit reglement wordt nageleefd :

1° de ambtenaren en agenten van het Bestuur der Waterwegen;

2° de ambtenaren en agenten van het Bestuur van het Zeewezen en van de Binnenvaart, behorende tot :

a) het waterschoutsambt en de zeevaartpolitie;

b) het loodswezen;

3° de leden van de rijkswacht;

4° de leden van het gemeentepolitiekorps van de gemeenten waar de rivier langs of door loopt".

§ 5. De leden van de rijkswacht en de leden van het gemeentepolitiekorps moeten toezien dat de artikelen 9, § 4, en 23, § 2 en § 3, worden nageleefd".

Artikel 45 (nieuw).

Er dient een nieuw artikel 45 te worden ingevoegd, luidend als volgt :

.../...

"Artikel 45.-

In artikel 1 van het koninklijk besluit van 22 maart 1939 betreffende de reglementering van het zwemmen en de badinrichtingen in de Zeeschelde, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 31 mei 1968, worden de woorden "en de Beneden-Zeeschelde zoals bepaald in artikel 1 van het koninklijk besluit van 31 mei 1968" vervangen door de woorden "en de Beneden-Zeeschelde zoals bepaald in artikel 1 van het koninklijk besluit van ...".

+

Artikel 45 van het ontwerp wordt vanzelfsprekend vernummerd tot 46.

+

Het ontworpen besluit bevat geen uitvoeringsbepaling. Deze zou artikel 47 van het ontwerp moeten vormen.

Gelet op het feit dat artikel 43 voorziet in het optreden van de rijkswacht en van agenten van de gemeentepolitie moet bovendien de Minister van Binnenlandse Zaken voorkomen onder de Ministers die belast zijn met de uitvoering van het ontworpen besluit, en moet hij dat besluit medeondertekenen.

De Minister van Binnenlandse Zaken moet eveneens worden vermeld in het voordrachtformulier.

La chambre était composée de

Messieurs : H. ROUSSEAU, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

P. FINCOEUR, conseillers d'Etat,
R. ANDERSEN, staatsraden,

F. RIGAUX, assesseurs de la section de législation,

J. DE GAVRE, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : R. DEROY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.
Le rapport a été présenté par M. C. ROUSSEAUX, premier auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.
Het verslag werd uitgebracht door de H. C. ROUSSEAUX, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

R. DEROY.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

H. ROUSSEAU.